



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement**

**Arrêté n° 2024 – 183 MD
portant mise en demeure
à l'encontre de la société SAS LA D113
pour son exploitation
située sur la commune de Rognac**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°98-71/120-96 A du 8 avril 1998 au profit de la société ROCKSON NOUVELLE pour l'exploitation d'imprimerie sur le territoire de la commune de Rognac à l'adresse suivante Route Nationale 113 « Les Fouitades » - Rognac ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'article 4. III. qui stipule « *L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé* ».

Vu le courrier en date 06/03/2024 informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu le courrier du préfectoral du 3 avril 2024, actant le changement d'exploitant au profit de la société SAS D113 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 14/06/2024 ;

Vu la transmission au titre de la procédure contradictoire du rapport de l'inspection de l'environnement du 14/06/2024 et du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant qu'à la date du 13 mai 2024 il a été constaté l'absence de saisie des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société La D113 de respecter les prescriptions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRÊTE

Article 1

La société La D113 exploitant une installation d'imprimerie sise Route Nationale 113 « Les Fouitades » sur la commune de Rognac est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation, en transmettant sous **un mois** à compter de la notification du présent arrêté, via l'outil dématérialisé GIDAF les résultats des campagnes de mesures requises par ledit arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pour une durée de **5 ans**.

Article 3

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- 1° -par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- 2°-par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés [aux articles L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication du présent arrêté ;

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Maire de Rognac,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

et toutes autorités de police et de gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Marseille, le 26 SEP. 2024

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Cyrille LE VELLY